



LA DIPLOMATIE SUD-SUD DU BRÉSIL DE LULA : ENTRE DISCOURS ET REALITE.

1

Enrique Ventura

Institut d'Etudes Politiques de Grenoble

Membre de l'équipe Opalc/Grib « Brésil 2010 »

Juin 2010

RESUMÉ

A l'heure du bilan du gouvernement Lula (2003-2010), cet article analyse la diplomatie Sud-Sud du Brésil, présentée depuis 2003 comme l'un des aspects essentiels de l'émergence brésilienne, en détaillant les facteurs politiques, idéologiques et économiques qui la conditionnent. L'auteur présente les relations Sud-Sud du Brésil en distinguant deux types d'interactions : horizontales, avec les autres pays émergents (Inde, Chine) ; et verticales, avec l'Amérique Latine, l'Afrique et le Moyen-Orient. Il distingue les logiques de coopération/solidarité et celles de concurrence/prédation, regroupées abusivement sous le vocable normatif « Sud-Sud ».

Mots-clés : Brésil, relations internationales, diplomatie d'influence, gouvernement Lula.



A l'heure du bilan du gouvernement Lula (2003-2010), les spécialistes de la diplomatie brésilienne désignent la coopération Sud-Sud comme l'élément phare de la Politique Extérieure Brésilienne (PEB) et l'opposent à la politique menée par Fernando Henrique Cardoso (1995-2002)¹. A partir de 2003, le Brésil mise en effet sur la diplomatie Sud-Sud, avec la promotion d'un agenda social international (lutte contre la pauvreté) au sein de l'Onu², le développement de relations privilégiées avec la Chine, l'Inde et l'Afrique du Sud à l'OMC, l'extension de la présence diplomatique et économique du Brésil en Amérique Latine, en Afrique et au Moyen-Orient, et enfin la mise en place de politiques de solidarité avec les PED³. Entre 2000 et 2009, la participation des PED dans le commerce brésilien est passée de 37% à 57%, la Chine est devenue le premier client du Brésil depuis 2009⁴, et il est indéniable que la montée en puissance du Brésil au niveau diplomatique est liée à une plus grande articulation avec les autres pays émergents⁵. Peut-on dire cependant que tous ces éléments répondent à une même logique ? Comment expliquer cette réorientation diplomatique ? Quelle est la spécificité de la diplomatie Sud-Sud du Brésil ?

Remontant à la tradition du Tiers-Mondisme, l'idée même de relations Sud-Sud renvoie à une vision particulière, qui s'oppose aux relations Nord-Sud⁶. Les leaders tiers-mondistes (Perón et la « troisième position » en Argentine, Nasser en Egypte, Sukarno en Indonésie, Nkrumah au Ghana, Nehru en Inde) refusaient un ordre bipolaire ne prenant pas en compte l'impératif du développement, positions de non-alignement exprimées en 1955 au sommet de Bandung, tandis que les relations entre ces pays de développement économique comparable étaient justifiées par l'idée d'une solidarité préexistante, liée au legs de la colonisation européenne et à des caractéristiques socio-économiques similaires. Les relations Sud-Sud, qui peuvent prendre plusieurs formes, des relations commerciales à l'action conjointe dans les organisations internationales, ou encore la coopération technique telle qu'elle a été promue par la déclaration de Buenos Aires en 1978, étaient légitimées politiquement et jugées économiquement bénéfiques, par essence⁷.

¹ SOARES DE LIMA, Maria Regina, « A política externa brasileira e os desafios da cooperação Sul-Sul », *Revista Brasileira de Política Internacional*, vol.48, n°1, 2005, pp. 24-59

² HISRT, Mônica, SOARES DE LIMA, Maria Regina, « Brazil as an intermediate state and regional power : action, choice and responsibilities », *International Affairs*, vol.82, n°1, 2006, pp.21-40

³ GOMES SARAIVA, Miriam, « As estratégias de cooperação Sul-Sul nos marcos da política externa brasileira de 1993 a 2007 », *Revista Brasileira de Política Internacional*, vol.50, n°2, 2007, pp.42-59

⁴ Source : MDIC, www.mdic.gov.br (consulté le 30/03/2010)

⁵ CERVO Amado Luiz, *Inserção internacional, formação dos conceitos brasileiros*, São Paulo, Saraiva, 2008, 297p.

⁶ ROSENBAUM, Jon, TYLER, William, « South-South Relations: The Economic and Political Content of Interactions among Developing Countries », *International Organization*, vol.29, n°1, 1975, pp.243-274

⁷ LEMPERIERE, Jean, « Les Echanges Sud-Sud : progrès et contradictions », *Politique Etrangère*, vol.46, n°2, 1981, pp. 381-401



Le commerce entre Pays en Développement (PED) a connu une forte accélération depuis une vingtaine d'années, les exportations passant de 132 milliards de dollars en 1980 à 808 milliards en 2000, avant d'atteindre 3036 milliards en 2008⁸. A l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), le G20, alliance de PED menée par le Brésil, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud, joue un rôle central, tandis que l'Afrique et l'Amérique Latine voient arriver massivement des investissements chinois, indiens et brésiliens. Pour autant, que révèle cette expansion actuelle des relations Sud-Sud ? Et comment expliquer le cas brésilien au regard des transformations globales ?

Entre une diplomatie solidaire, répondant à des intérêts politiques et idéologiques situant le Brésil au sein des PED et une stratégie d'influence défendant les intérêts économiques d'une puissance émergente, les analystes hésitent à définir la PEB⁹. Ceci est lié à l'identité même du Brésil, qui n'est ni au centre, ni à la périphérie. Ce statut de puissance incomplète place les observateurs de la PEB dans une situation inconfortable, car assumer une position d'influence, même limitée, affaiblit une rhétorique basée sur la solidarité et l'opposition centre-périphérie. Pour mieux comprendre les logiques structurelles qui expliquent l'émergence de pays du Sud, nous proposons de comparer. Aussi, notre contribution aura pour objectif de présenter la duplicité des relations Sud-Sud, basée sur l'hétérogénéité croissante des PED et les relations asymétriques qu'elle engendre (I), avant de pouvoir étudier les déterminants de la diplomatie brésilienne, qui permettent à la fois de relativiser l'ampleur de la rupture survenue en 2003 et de concilier influence et solidarité (II).

I. La duplicité des relations Sud-Sud:

Un monde en développement hétérogène

On peut considérer que le discours unitaire qui était à la base des relations Sud-Sud depuis Bandung est contredit par l'hétérogénéité croissante entre les pays du Tiers-Monde¹⁰, ce qui entraîne l'obsolescence de la notion d'identité collective du Sud, et reconfigure les relations économiques et diplomatiques entre PED¹¹. Cet éloignement progressif est dû à des modalités différentes d'insertion dans le système international au niveau économique et politique. Certains PED ont progressivement bénéficié à partir des années 1970 du processus de relocalisation productive des industries des pays de la Triade, lié à l'essoufflement du modèle

⁸ Source : Base de données de la CnuCED. <http://www.unctad.org> (consulté le 30/03/2010)

⁹ VIZENTINI, Paulo G. F., « Prestige diplomacy, southern solidarity or "soft imperialism"? Lula's Brazil-Africa relations (2003 onwards) », *NERINT*, 2009, 13p., Disponible sur : <http://www.ascleiden.nl/Pdf/seminarvisentini.pdf> (consulté le 31/03/2010)

¹⁰ HUGON, Phillipe, « L'éclatement des Suds et les nouvelles relations internationales », *Revue Internationale et Stratégique*, n°59, 2005, pp.83-94

¹¹ PROST, Alain, « Le Tiers-Monde, la fin d'un acteur des relations internationales ? », *Revue Internationale et Stratégique*, n°65, 2007, pp.23-36



Brésil 2010

économique des Trente Glorieuses, et nourri par le différentiel de coûts de main d'œuvre et la baisse du coût des transports et des communications. L'attraction des Investissements Directs à l'Étranger (IDE) a été favorisée par des politiques interventionnistes de l'État, qui développe des infrastructures routières, portuaires, mais aussi juridiques et scolaires, accompagnant le développement de ces pays qui s'industrialisent¹².

Ces Nouveaux Pays Industriels (NPI) se situent en majorité en Asie orientale, on les a d'ailleurs poétiquement nommés Dragons (Corée du Sud, Taiwan, Singapour, Hong-Kong à partir des années 1970) et les Tigres (Philippines, Malaisie, Indonésie, Thaïlande, Brunei à partir des années 1980). Cette insertion particulière de l'Asie orientale est liée à une dynamique régionale de relocalisation productive, basée sur des stratégies exportatrices et sur la montée en gamme de la production industrielle, décrit par l'économiste japonais Kaname Akamatsu comme un « vol d'oies sauvages »¹³. La Chine participe à cette dynamique depuis les « quatre modernisations » lancées par Deng Xiaoping en 1979 et l'Inde depuis 1991 avec l'abolition du *Licence Raj*, carcan bureaucratique hérité d'une tradition dirigiste de l'État. En Amérique Latine, les NPI que sont le Brésil, le Mexique et l'Argentine ont suivi pendant longtemps une logique basée sur une industrialisation par substitution des importations et le développement d'un marché interne, fidèle aux prescriptions de la CEPAL, avant de se tourner vers une vocation exportatrice, afin de résoudre leurs problèmes d'endettement et de déficit commercial dans les années 1980. On voit par exemple se développer à cette époque à la frontière entre le Mexique et les États-Unis les *maquiladoras*, plates-formes de réexportation vers les États-Unis¹⁴.

L'accélération du flux d'IDE entrants vers les PED à partir de 1990¹⁵ s'explique par la mise en place de politiques de libre-échange et de libéralisation financière au niveau mondial, qui facilitent les mouvements de relocalisation productive, dans un contexte où les privatisations et plus largement le retrait de l'État sont prônés par le Consensus de Washington. Dans les PED touchés par les crises de la dette et de l'inflation, les plans d'ajustement structurel, proposés ou imposés par les Institutions Financières Internationales (IFI), vont aboutir à l'ouverture partielle ou complète du compte de capital de ces pays, conjugué à une ouverture commerciale croissante. Ceci va stimuler les flux de capitaux productifs vers ces pays, mais va également attirer des capitaux spéculatifs, avec pour conséquence une multiplication des crises financières dans les PED (1994 au Mexique, 1997-1998 en Asie du Sud-Est, 1998 en

¹² SGARD, Jérôme, « Qu'est-ce qu'un pays émergent ? », in JAFFRELOT, Christophe (dir.), *L'enjeu Mondial : les pays émergents*, Paris, Presses de Sciences Po, 2008, pp. 41-54

¹³ LEMOINE, Françoise, « Un vol d'oies sauvages, Intégration régionale et émergence des économies asiatiques », in JAFFRELOT (dir.), *Op. cit.*, pp.163-172

¹⁴ Cependant, le développement industriel de ces pays était également lié aux investissements étrangers, nécessaires à l'achat de machines et aux transferts de technologie. C'est ce qu'on a appelé le capitalisme associé au Brésil. Le protectionnisme et l'intervention étatique assuraient aux grandes entreprises des réserves de marchés qui ont contribué à la constitution d'entreprises majeures, comme la Petrobras ou Embraer au Brésil.

¹⁵ Le flux annuel d'IDE entrants dans les PED passe de 30 à 257 milliards de dollars entre 1989 et 2000. Source : Base de données de la Cnuced. <http://www.unctad.org> (consulté le 30/03/2010)



Brésil 2010

Russie, 1999 au Brésil, 2001 en Argentine)¹⁶. Ces crises ne remettent cependant pas en cause les stratégies de relocalisation productive des entreprises, et après quelques périodes d'ajustements, le flux d'IDE entrants vers les PED continue sa progression dans les années 2000¹⁷.

Cette accélération de la mondialisation va encore accentuer la différence entre les pays insérés dans les stratégies de relocalisation productive et bénéficiant des flux d'IDE, les *insiders*, ceux que les IFI vont appeler « marchés émergents » dans les années 1990 et que nous appelons aujourd'hui pays émergents, et les *outsiders*, soit la grande majorité des pays africains et d'Asie centrale, ou encore les Pays les Moins Avancés (PMA), qui ne participent à la mondialisation que par leurs exportations de matières premières. Cette différence s'explique par des stratégies d'entreprises cherchant non seulement des avantages en termes économiques, mais également des environnements institutionnels et politiques favorables aux investissements, ce que la plupart des *outsiders*, marqués par l'instabilité politique, une faiblesse institutionnelle et des pratiques néopatrimoniales, ne peuvent offrir¹⁸. Ainsi les *insiders*, qui disposent d'un avantage comparatif en termes institutionnels et qui vont s'insérer dans l'économie internationale en adoptant les principes libéraux qui la régissent, vont recueillir la majeure partie des IDE et accélérer leur développement économique, tandis que les *outsiders* régressent ou stagnent¹⁹.

Une fois abordée cette distinction entre *insiders* et *outsiders*, qui, au sein même du Sud, présentent des profils différents et des dynamiques économiques opposées, on peut retrouver dans le domaine diplomatique une opposition similaire entre les puissances intermédiaires et les petits pays, qui ne peuvent prétendre à une réelle influence internationale, et adoptent généralement des comportements de suivisme vis-à-vis des grandes puissances ou *bandwagoning*, influencés par des intérêts économiques ou politiques²⁰. De l'autre côté, les pays disposant d'éléments, même limités, de puissance économique, militaire, diplomatique ou encore d'une influence régionale ou idéologique traditionnelle, tendent à jouer un rôle plus important dans les relations internationales et surtout dans les organisations multilatérales comme l'Onu ou l'OMC, se présentant comme médiateurs entre les grandes puissances et les petits pays. C'était le cas lors des années 1960-1970, lorsque l'Inde, la Chine, l'Indonésie, le Brésil et d'autres puissances intermédiaires menaient l'offensive diplomatique qui aboutira à la convocation de la Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement (CNUCED) en 1964, à la concession du Système de Préférences Généralisées au sein du Gatt en 1968, ou à la revendication d'un Nouvel Ordre Economique International en 1974. Avec la

¹⁶ DELATTE, Anne-Laure, « Les marchés financiers des pays émergents sur la scène internationale : facteur de stabilisation ou de crise ? », *Regards Croisés sur l'Economie*, vol.3, n°1, 2008, pp. 246-254

¹⁷ Il passe ainsi de 215 à 621 milliards de dollars entre 2001 et 2008. Source : Base de données de la Cnucead. <http://www.unctad.org> (consulté le 30/03/2010)

¹⁸ CLAPHAM, Christopher, « Governmentality and Economic Policy in Sub-saharian Africa », *Third World Quarterly*, vol.17, n°4, 1996, pp. 809-824

¹⁹ GABAS, Jean-Jacques, LOSCH, Bruno, « La fabrique en trompe l'œil de l'émergence », in JAFFRELOT (dir.), *Op. cit.* pp. 25-40

²⁰ KEOHANE, Robert, « Lilliputian's Dilemmas : Small States in International Politics », *International Organizations*, vol.23, n°2, 1969



mondialisation pourtant, la capacité de mobilisation des puissances intermédiaires autour d'enjeux collectifs a été réduite²¹.

Aujourd'hui, la nature transnationale des problèmes traités dans les négociations internationales, comme le commerce mondial, le réchauffement climatique ou les flux financiers, rend la participation de ces pays intermédiaires indispensable à la gouvernance internationale, car leurs poids économique, financier et démographique les rend incontournables. On peut analyser ainsi le sommet du G20 financier qui s'est tenu le 15 novembre 2008 à Washington suite à la crise de 2008. Cet organe réunissait déjà depuis 1999 les ministres des finances du G8, de l'Australie, les représentants de l'Union Européenne et les ministres de dix pays du Sud²², invités pour améliorer la coordination financière internationale après la crise Asiatique de 1997-1998. Le poids croissant de ces pays dans les flux financiers mondiaux et l'ampleur de la crise rendaient inévitable leur participation, même si le G20 n'est pas encore l'embryon d'une gouvernance mondiale²³.

Aussi, les pays intermédiaires se présentent non seulement comme les représentants des petits pays, mais s'affirment comme représentatifs en vertu de leurs qualités propres (économiques, démographiques, militaires, technologiques, culturelles). Cette opposition entre une légitimation internationale basée sur la représentation, qui était à la base du Tiers-Mondisme et de l'identité collective du Sud, et une logique basée sur la représentativité, qui insiste sur la singularité de ces puissances intermédiaires, s'illustre dans le cadre de la réforme du Conseil de Sécurité de l'ONU. Lorsque l'Inde ou le Brésil réclament un siège de membre permanent au Conseil, en vertu de leurs caractéristiques individuelles (pacifisme, participation à la sécurité collective, poids international), ils s'allient au sein du G4 avec le Japon et l'Allemagne²⁴. Ils optent donc pour la représentativité, d'autant que dans leurs propres régions, l'opposition d'autres puissances intermédiaires (Pakistan, Argentine, Mexique) minerait la logique de représentation²⁵.

Pour résumer, les dynamiques économiques et diplomatiques de la mondialisation exacerbent les différences entre les pays qui définissaient il y a un demi-siècle leur identité commune sur leur opposition aux pays développés. Certains pays sont exclus de la dynamique économique et diplomatique, d'autres participent à la mondialisation par l'exportation de matières premières stratégiques ou par des fonctions essentielles et disposent pour cela d'une certaine influence internationale, c'est le cas des pays pétroliers ou des paradis fiscaux. Enfin, une dernière catégorie de pays s'affirme internationalement et concurrence les puissances occidentales dans un nouvel ordre multipolaire. C'est le cas de la Chine, de l'Inde ou du

²¹ PROST, Alain, *Op. cit.*

²² Chine, Inde, Brésil, Mexique, Indonésie, Afrique du Sud, Arabie Saoudite, Turquie, Corée du Sud et Argentine

²³ DUQUESNE, Pierre, « L'impossible équation de la gouvernance mondiale », *Politique Etrangère*, vol.1, 2010, pp. 135-149

²⁴ NOVOSELOFF, Alexandra, « La place des pays émergents aux Nations unies », in JAFFRELOT (dir.), *Op. cit.*, pp.259-272

²⁵ SEITENFUS, Ricardo, « Le Sud devient le Nord : fondements de la nouvelle diplomatie brésilienne », in MONCLAIRE, Stéphane, DELUCHEY, Jean-François (dir.), *Gouverner l'intégration*, Paris, Pepper, 2006, 27p.



Brésil, « *puissances aspirantes* » d'après les termes d'Andrew Hurrell²⁶, nous utiliserons la notion de puissances émergentes, qui ont la particularité de combiner à la fois le statut d'*insiders* de la mondialisation et celui de puissances intermédiaires incontournables.

Dans ce contexte, on jugera hasardeux d'utiliser le terme de relations Sud-Sud dans son sens originel, c'est à dire des relations entre partenaires égaux, opposées aux relations inégales avec les pays développés. Les impératifs du développement, et surtout la réduction des inégalités sociales, s'imposent à tous les PED et peuvent justifier la notion de Sud. Mais lorsqu'on s'intéresse aux interactions entre ces pays, on voit apparaître deux types de relations.

Relations horizontales et verticales

Tout d'abord, les relations que nous appellerons **horizontales** entre les puissances émergentes que sont la Chine, l'Inde, le Brésil ou l'Afrique du Sud. Ces pays possèdent une structure économique diversifiée, attirent massivement les IDE, exportent des produits manufacturés et accumulent des réserves importantes de devises. Les marchés financiers de ces pays ont acquis une taille considérable, et leurs entreprises nationales ont procédé depuis une vingtaine d'année à une internationalisation de leur activité et à une montée en gamme technologique, qui leur permet de concurrencer les économies occidentales dans certains domaines comme l'informatique, l'aéronautique ou les médicaments²⁷. Enfin, leur participation dans les organisations internationales et les régimes internationaux est marquée par une attitude revendicative en faveur d'une plus grande redistribution du pouvoir mondial, c'est à dire conforme à leurs intérêts de puissances révisionnistes de l'ordre international actuel. Pour reprendre les termes de Bertrand Badie, après la Guerre Froide et face à l'unilatéralisme américain, ils choisissent des stratégies d'autonomie, de contestation ou de nuisance²⁸.

Ces profils similaires conduisent à des relations du type coopération/concurrence. Cette **coopération** peut prendre la forme d'accords bilatéraux, par exemple entre l'Inde et l'Afrique du Sud, avec la déclaration de Tschwane en 2006, qui prévoit une coopération allant des questions de défense au commerce et aux échanges culturels²⁹, ou entre le Brésil et la Chine avec une tradition de coopération technique notamment dans le domaine spatial, qui remonte au rétablissement des relations diplomatiques en 1974 et a été réaffirmée par la signature d'un partenariat stratégique en 2004³⁰. Les puissances émergentes s'associent également sous un mode multilatéral, le forum de dialogue IBSA créé le 6 juin 2003 à Brasilia entre l'Inde, le Brésil et l'Afrique du Sud en étant le meilleur exemple. Cette alliance politique, basée sur une

²⁶ HURRELL, Andrew, « Hegemony, Liberalism and Global Order: What Space for Would-be Great Powers », *International Affairs*, vol.82, 2006, pp. 1-19

²⁷ SGARD, Jérôme, *Op. cit.*

²⁸ BADIE Bertrand, *L'impuissance de la puissance : essai sur les incertitudes et les espoirs des nouvelles relations internationales*, Paris, Fayard, 2004, 293p.

²⁹ SHRIVASTAVA, Meenal, « India and Africa, From Political Alliance to Economic Partnership », *Politikon*, vol.36, n°1, 2009, pp.117-143

³⁰ BECARD, Danielly Silva Ramos, *O Brasil e a Republica popular da China*, Brasilia, FUNAG, 2008, 330p.



identité collective liée à la démocratie et au statut de puissance émergente du Sud, a pour objectif de développer la coopération trilatérale dans de nombreux domaines : culture, environnement, tourisme, éducation, santé, énergie, transports aériens, mais aussi solidarité internationale, avec la création du Fonds IBSA, d'un budget modeste (3 millions de dollars), mais destiné à financer des projets de développement agricole au Laos, en Haïti ou en Guinée-Bissau³¹. L'autre objectif majeur du Forum IBSA est de coordonner l'action de ces trois pays dans les négociations internationales, à l'Onu pour obtenir un siège de membre permanent et tout particulièrement celles du Cycle de Doha à l'OMC, où l'IBSA est à l'origine de la formation du G20³².

Cependant, comme le remarque à juste titre Ian Taylor, cette coalition n'est pas subversive ou révolutionnaire, car elle n'entend pas contester l'hégémonie, au sens gramscien du terme, du libéralisme économique³³. Bien au contraire, ces pays étant des *insiders* de la mondialisation, ils souhaitent profiter pleinement du système international et militent contre le protectionnisme des pays développés³⁴. L'alliance des BASIC (Brésil, Afrique du Sud, Inde, Chine) lors de la conférence de Copenhague sur le climat de décembre 2009, est un autre exemple de cette coopération horizontale entre puissances émergentes, afin de défendre leurs intérêts économiques, mais aussi de favoriser les transferts de technologie, comme l'ont affirmé les ministres de l'environnement du BASIC le 24 janvier 2010 à New Delhi³⁵. Enfin, le BRIC (Brésil, Russie, Inde, Chine), catégorie économique inventée en 2001 par l'économiste Jim O'Neill, de la Banque Goldman Sachs³⁶, qui s'est transformée en un forum

³¹ VIZENTINI, Paulo G F., « O G3 e o G20 : o Brasil e as novas coalizões internacionais », in DE OLIVEIRA, Henrique Altemani, LESSA, Antônio Carlos, *Relações Internacionais do Brasil : temas e agendas*, v.2, São Paulo, Saraiva, 2006, pp.159-194

³² Le G20 est cette coalition de pays émergents qui est apparue lors de la réunion ministérielle de Cancun en septembre 2003, afin de s'opposer à la conclusion d'un accord entre l'Union Européenne et les Etats-Unis dans le Cycle de Doha. Les membres actuels sont Brésil, Inde, Afrique du Sud, Chine, Argentine, Chili, Uruguay, Mexique, Guatemala, Cuba, Venezuela, Equateur, Bolivie, Pérou, Paraguay, Nigéria, Egypte, Tanzanie, Zimbabwe, Pakistan, Philippines, Thaïlande et Indonésie. NARLIKAR, Amrita, TUSSIE, Diana, « The G20 at the Cancun Ministerial: Developing Countries and their Evolving Coalitions in the WTO », *World Economy*, vol.27, n°7, 2004, pp.947-966

³³ TAYLOR, Ian, « The South Will Rise Again : New Alliances and Global Governance : The India-Brazil-South Africa Dialogue Forum », *Politikon*, vol.36, n°1, pp.45-58

³⁴ Ce n'est donc pas un hasard si le G20 est constitué par des *insiders*, mobilisés autour de l'opposition aux subventions agricoles des Etats-Unis et de l'Union Européenne, qui concurrencent les productions de ces pays émergents. Les pays ACP, qui sont pour la plupart des *outsiders*, bénéficient d'accords préférentiels avec l'Union Européenne, et sont eux groupés au sein du G90, qui critique la position du G20. WOLL, Cornelia, « Les stratégies des pays émergents au sein de l'Organisation Mondiale du Commerce », in JAFFRELOT (dir.), *Op. cit.*, pp.273-286

³⁵ « The Ministers also emphasised that BASIC is not just a forum for negotiation coordination, but also a forum for cooperative actions on mitigation and adaptation including exchange of information and collaboration in matters relating to climate science & climate-related technologies. The Ministers expressed their desire to enhance South-South cooperation with other countries on various issues including those relating to scientific cooperation and support for adaptation to vulnerable countries. », Déclaration commune des ministres du BASIC, *The Hindu*, 24/01/2010

³⁶ O'NEILL, Jim, « Les BRIC, nouvelles grandes puissances dans le futur ? », *Revue Internationale et Stratégique*, n°72, 2008, pp.231-244



de consultation avec la Réunion d'Ekaterinbourg en juin 2009, est une illustration de ces relations horizontales marquées par la coopération.

Mais ces relations horizontales sont aussi également **concurrentielles**. Les puissances émergentes, qui ont des profils et des modalités semblables d'insertion internationale sont concurrentes pour attirer les IDE venus des pays développés, mais également pour s'assurer des approvisionnements stratégiques et pour conquérir de nouveaux marchés, en Asie Centrale, en Afrique³⁷ ou en Amérique Latine³⁸. Associées politiquement dans les organisations internationales par une coopération horizontale, les puissances émergentes sont concurrentes dans leurs rapports verticaux avec les autres PED, qui présentent des niveaux plus faibles de développement économique et d'insertion internationale.



Les relations Sud-Sud que nous appelons **verticales** sont donc des rapports asymétriques. Cette différence de statut et de capacités entraîne des relations du type prédation/solidarité. On peut parler de **prédation**, même si le mot est un peu fort, pour définir la progression économique et commerciale des puissances émergentes en Afrique, en Asie Centrale ou en Amérique Latine. La dimension croissante des appareils productifs chinois, indiens ou brésilien augmente leur demande de matières premières, énergie et minerais, mais également de denrées alimentaires, stimulées par l'augmentation du niveau de vie des populations incluses dans ce processus industrialisant. La recherche d'approvisionnements stratégiques devient alors une condition de la poursuite du développement économique, base de la légitimité politique dans ces pays traversés par de fortes inégalités. La quête de ressources et la concurrence accrue des marchés internationaux poussent les entreprises des puissances émergentes à s'internationaliser et à s'implanter massivement en Afrique, en Amérique Latine et en Asie Centrale, dans l'extraction de matières premières mais aussi dans la commercialisation de produits manufacturés et la construction d'infrastructures (routes, ports, hôpitaux, usines). Baosteel, Huawei et Lenovo (Chine), Tata et Mittal (Inde), Vale, Oderbrecht et Petrobras (Brésil) sont à ce niveau des exemples emblématiques de relations Sud-Sud verticales, observables à travers l'augmentation des IDE sortants venus des pays émergents, qui passent pour la Chine de 2,1 en moyenne annuelle dans les années 1990 à 26 milliards de dollar en 2007 et pour l'Inde de 0,1 à 10 milliards de dollars aux mêmes dates³⁹.

Ce phénomène n'est pas nouveau, les entreprises chinoises ou brésiliennes étaient déjà présentes en Afrique dans les années 1970-1980, construisant des barrages, des routes ou des stades. Mais cette présence prend une ampleur nouvelle aujourd'hui, car les puissances émergentes disposent de moyens financiers importants, liés à une forte croissance interne et à l'accumulation de réserves massives de change (1700 milliards de dollars pour la Chine, 200 milliards pour le Brésil en 2008), que les gouvernements mobilisent afin d'aider leurs

³⁷ LAFARGUE, François, « La rivalité entre la Chine et l'Inde en Afrique Australe », *Afrique Contemporaine*, n°222, vol.2, 2007, pp.167-179

³⁸ AVENDAÑO, Rolando, SANTISO, Javier, « L'impact commercial de la Chine et de l'Inde sur l'Amérique Latine », in JAFFRELOT (dir.), *Op. cit.*, pp.249-258

³⁹ HUCHET, Jean-François, RUET, Joël, « Les multinationales chinoises et indiennes à la conquête du monde », in JAFFRELOT (dir.), *Op. cit.*, pp. 209-220



champions nationaux, par la création de fonds souverains d'investissements, ou par des prêts concédés par les banques nationales (BNDES au Brésil, Eximbank en Inde et en Chine)⁴⁰. Le soutien des gouvernements passe aussi par la mobilisation de leur appareil diplomatique (visites diplomatiques, accords commerciaux ou politiques) et se traduit par la signature d'accords de libre-échange régionaux⁴¹, ainsi que par la multiplication des forums interrégionaux, mis en place par la Chine⁴², l'Inde⁴³ ou le Brésil, qui favorisent la progression des multinationales des pays émergents. On peut cependant remarquer que cette diplomatie entrepreneuriale revêt des modalités différentes selon les pays, la diplomatie chinoise adoptant une approche holiste de l'Afrique et conduisant la progression des entreprises chinoises (*policy-driven*)⁴⁴, alors que l'Inde réagirait à des processus initiés par les entreprises indiennes (*process-driven*)⁴⁵.

Pour résumer, on voit se développer une relation asymétrique entre des pays émergents conquérants, voire prédateurs, et des « *fronts pionniers* »⁴⁶ recueillant investissements, produits manufacturés et travailleurs importés. Mais cette relation plus intense, bien qu'inégale, peut avoir des effets positifs. Tout d'abord, les PED bénéficient avec l'arrivée des pays émergents de nouvelles ressources financières, qui ne sont pas conditionnées politiquement ou juridiquement, à la différence des accords avec l'Union Européenne ou les IFI⁴⁷. Les investissements des multinationales émergentes permettraient en outre d'inclure les pays africains dans la mondialisation et donc de contribuer au développement de ces *outsiders*⁴⁸. Enfin l'augmentation de la demande internationale de matières premières génère une tendance à la hausse des prix des commodités, qui améliore les termes de l'échange en

⁴⁰ *Ibid.*

⁴¹ Parmi d'autres, on peut citer : Mercosur pour le Brésil depuis 1991, Southern African Development Community (SADC) pour l'Afrique du Sud depuis 1992, South Asian Association for Regional Cooperation (SAARC) pour l'Inde depuis 1985, Indian Ocean Rim – Association for Regional Cooperation, pour l'Inde et l'Afrique du Sud depuis 1997, Association of South East Asian Nations (ASEAN)+3 (Chine, Japon, Corée du Sud) pour la Chine depuis 1999.

⁴² Le Forum de Coopération Chine - Afrique, créé en 2000 et réuni en 2003, 2006 et 2009, met en relation dirigeants chinois et africains, mais aussi les entreprises de ces pays. Il s'affirme aujourd'hui comme un événement incontournable pour les pays africains et a contribué à l'explosion du commerce bilatéral, qui est passé entre 1995 et 2008 de 5 à 106 milliards de dollars. NAIDU, Sanusha, CORKIN, Lucy, HERMAN, Hayley, « China's (Re)-Emerging relations with Africa : Forging a New Consensus ? », *Politikon*, vol.36, n°1, 2009, pp. 87-115

⁴³ L'Inde s'est appuyée à partir de 1998 sur la diaspora des trois millions de Personne d'Origines Indiennes (PIO) vivant en Afrique, ainsi que sur la réunion de Conclaves, réunions d'entrepreneurs organisées par la Confédération Indienne de l'Industrie (CII), pour développer les échanges avec le continent africain. SHRIVASTAVA, Meenal, *Op. cit.*

⁴⁴ TAYLOR, Ian, *China and Africa: Engagement and Compromise*, London, Routledge, 2006, 233p.

⁴⁵ BACH, Daniel, « The Rise of India in Africa : It's not about Policy, its the Process Stupid! », *ISA's 51st Annual Convention*, New Orleans, 17-20 février 2010

⁴⁶ NELLOR, David, « The rise of Africa's 'frontier' markets », *Finance and Development*, 09/2008, pp. 30-33

⁴⁷ L'un des seuls exemples de conditionnalité appliqué par Pékin est la non-reconnaissance de Taiwan. TAYLOR, Ian, « Africa's Place in the Diplomatic Competition between Beijing and Taipei », *Issues and Studies*, vol.34, n°4, 1998

⁴⁸ C'est en tout cas l'argument développé par Deborah Brautigam. Voir, BRAUTIGAM, Deborah, *The Dragon's Gift: The Real Story of China in Africa*, Oxford, Oxford University Press, 2009, 300 p.



faveur des pays exportateurs de matières premières, même si elle les pousse à une spécialisation dans le secteur primaire⁴⁹.

Ces relations verticales prennent également la forme de politiques de **solidarité** et d'aide au développement. Ainsi, l'aide chinoise totale est passée de 650 millions à 2 milliards de dollars entre 2002 et 2006⁵⁰. De même, Pékin propose lors du Forum de Coopération Chine-Afrique en 2006 la création d'un fonds de développement doté de 5 milliards de dollars et annonce l'annulation de la dette bilatérale de pays africains pour 1,3 milliards de dollars⁵¹. L'autre volet de ces relations verticales et solidaires est l'assistance technique, qui se matérialise par la construction d'infrastructures financée par les puissances émergentes (et construites par leurs entreprises), le transfert de technologies, les échanges universitaires, les rencontres culturelles et sportives et l'envoi de coopérants internationaux⁵². Le fonds IBSA, déjà cité, l'initiative prise en 2001 par l'Afrique du Sud, l'Inde et le Brésil à l'OMC pour la production de médicaments génériques contre le SIDA⁵³ ou la coopération triangulaire sont d'autres exemples de ces politiques de solidarité mises en œuvre par des puissances émergentes.

Bien sûr, la typologie que nous présentons simplifie la réalité. Par exemple, les multinationales des pays émergents répondent à des logiques de développement propres, que les gouvernements soutiennent, mais ne contrôlent pas toujours⁵⁴. De même, les rapports de force internationaux font intervenir d'autres acteurs que les puissances émergentes, par exemple les pays pétroliers, qui disposent de moyens financiers leur permettant de jouer un rôle international important. Malgré tout, l'apparition des puissances émergentes révèle des tendances lourdes dans les relations Sud-Sud qui peuvent s'analyser sous une dimension horizontale ou verticale.

Tout d'abord, une tendance au rapprochement politique des puissances émergentes, à la recherche d'une nouvelle multipolarité leur assurant une participation plus grande dans le système international. Ensuite, une compétition croissante au niveau commercial et financier entre les puissances émergentes pour la conquête de nouveaux marchés dans les PED, liée à des dynamiques internes d'expansion industrielle et de développement économique. Enfin, la mise en place de politiques de solidarité qui ne se basent pas sur des conditionnalités politiques ou juridiques, mais s'articulent avec des stratégies de développement économique

⁴⁹ AVENDAÑO, Rolando, SANTISO, Javier, *Op. cit.*

⁵⁰ Même s'il est difficile d'en évaluer le montant réel. GUERIN, Emmanuel, « Bailleurs émergents : où en est la Chine en Afrique ? », *Afrique Contemporaine*, n°228, vol.4, 2008, pp.105-118

⁵¹ BEURET, Michel, MICHEL, Serge, « La Chine a-t-elle un plan en Afrique ? », *Afrique Contemporaine*, n°228, vol.4, 2008, pp.49-68

⁵² GABAS, Jean-Jacques, « Les pays émergents et la coopération internationale », in JAFFRELOT (dir.), *Op. cit.*, pp.221-234

⁵³ DE OLIVEIRA, Marcelo Fernandes, « Alianças e coalizões internacionais do governo Lula: o Ibas e o G-20 », *Revista Brasileira de Política Internacional*, vol.48, n°2, 2005, pp. 55-69

⁵⁴ La moitié de ces investissements s'effectue dans les pays développés pour obtenir des transferts de technologie (on pense à Mittal rachetant Arcelor en 2006, ou Tata rachetant Jaguar en 2008), l'autre moitié prend la forme de joint-ventures dans les autres PED. RUET, Joël, « Emergence des firmes multinationales du « Sud » et lecture du capitalisme », in *Annuaire de relations internationales*, Paris, IFRI, 2007, pp.808-825



plus larges. Le Brésil n'est donc pas le seul acteur impliqué dans les relations Sud-Sud, la progression chinoise ou indienne suscite en effet une vaste littérature qui permet de situer la PEB dans un cadre plus large.

II. La diplomatie Sud-Sud du Brésil

Orientations politiques et cadre économique

Beaucoup d'auteurs opposent la diplomatie du président Cardoso et celle du gouvernement Lula, en les distinguant au niveau de l'importance accordée aux relations Sud-Sud⁵⁵. Si des différences idéologiques et politiques existent entre les deux gouvernements, l'évolution de l'économie brésilienne depuis 1994 est un élément essentiel pour comprendre le développement des relations Sud-Sud du Brésil.

Sur le plan **idéologique**, la différence essentielle entre les deux derniers présidents proviendrait d'une appréhension différente de la mondialisation, de la place de l'Etat et de la diplomatie dans la promotion du développement économique national⁵⁶. Le gouvernement Cardoso défendrait une vision libérale, raillée comme étant naïve et « néokantienne », prônant l'insertion dans une mondialisation heureuse par la conformation aux règles du système, la recherche de la crédibilité économique et financière et la participation aux régimes internationaux⁵⁷. Le gouvernement Lula aurait adopté une approche critique de la mondialisation et favorisé le recours à un multilatéralisme subversif, destiné à réformer le système international⁵⁸. Ces approches cognitives mettent donc en avant l'importance d'éléments psychologiques pour expliquer le développement des relations Sud-Sud⁵⁹.

⁵⁵ Dans un article très utile, Paulo Roberto de Almeida, universitaire et diplomate, effectue une revue de la littérature consacrée à la PEB, et distingue trois groupes, les voix autorisées et officielles (le président Lula, le chancelier Celso Amorim), les compagnons de route (Amado Cervo, Paulo Vizentini, Ricardo Seitenfus) et les observateurs critiques (Maria Regina Soares de Lima, Rubens Barbosa, lui-même). Si cet article illustre la politisation très forte du milieu universitaire brésilien, il montre également que les analyses s'accordent pour différencier la diplomatie de FHC de celle de Lula. DE ALMEIDA, Paulo Roberto, « Uma nova 'arquitetura' diplomática? – Interpretações divergentes sobre a política externa do Governo Lula (2003-2006) », in *Revista Brasileira de Política Internacional*, vol.49, n°1, 2006, pp.95-116

⁵⁶ PECEQUILLO, Cristina Soreanu, « A Política Externa do Brasil no Século XXI: Os Eixos Combinados de Cooperação Horizontal e Vertical », *Revista Brasileira de Política Internacional*, vol.51, n°2, 2008, pp.136-153

⁵⁷ L'exemple même étant la signature du Traité de Non-Prolifération Nucléaire en 1998, alors que la diplomatie brésilienne était traditionnellement opposée à cet instrument servant au « gel du pouvoir mondial ». CERVO Amado Luiz, *Op. cit.*

⁵⁸ Voir le concept de « danse des paradigmes », employé par Amado Cervo, spécialiste engagé de l'histoire diplomatique du Brésil, pour décrire les évolutions et les hésitations de la diplomatie brésilienne dans les années 1990. BUENO, Clodoaldo, CERVO, Amado Luiz, *Historia da política exterior do Brasil*, Brasília, UnB, 2008, 560p.

⁵⁹ Voir cet article intéressant, qui explique la diplomatie Sud-Sud du Brésil par la montée d'un sentiment d'auto-estime nationale. BURGESS, Sean W., « Auto-Estima in Brazil: The Logic of Lula's South-South Foreign Policy », *International Journal*, vol.60, n°4, 2005, pp. 1133-1151



Cette différence idéologique recouperait un autre clivage, de nature **politique**, traditionnellement présent dans la diplomatie brésilienne du XX^e siècle, qui oppose une tendance bilatérale et suiviste et une tendance universaliste et autonomiste⁶⁰. La tendance suiviste et bilatérale, qui s'exprime après chaque changement important de régime au Brésil par un réalignement sur Washington et l'attente de contreparties économiques⁶¹, serait ainsi la caractéristique principale de la diplomatie conduite entre 1995 et 2002 par FHC. La mise en avant des relations avec les pays de la Triade, la proximité avec les Etats-Unis et la volonté de « *normalisation* » du Brésil seraient la preuve d'une « *servilité* » à l'égard de la puissance américaine et expliqueraient le déclin des relations avec les autres PED pendant cette période⁶².

A l'inverse, le gouvernement Lula marquerait le retour de la tendance autonomiste et universaliste, qui stimule la diversification des partenaires commerciaux du Brésil et favorise l'activisme dans les organisations multilatérales pour favoriser le développement économique⁶³. Remontant à Getúlio Vargas pour aller jusqu'aux années 1980, avec la Politique Extérieure Indépendante (PEI) (1961-1964), et le Pragmatisme Responsable et Œcuménique (PRE) (1974-1979) comme heures de gloire, cette stratégie universaliste serait à nouveau adoptée à partir de 2003 par la diplomatie brésilienne. Ainsi, après un recul des relations avec les PED dans les années 1990, le gouvernement Lula reprendrait le flambeau de cette tendance autonomiste. Cette réorientation politique serait à l'origine du retour de la revendication brésilienne en faveur d'un siège de membre permanent au Conseil de Sécurité de l'ONU⁶⁴, et expliquerait l'embellie récente des relations Sud-Sud⁶⁵.

Ces observations sont pertinentes, mais il faut signaler que les alternances politiques n'affectent que de manière marginale la PEB, car l'Itamaraty joue traditionnellement un rôle d'amortisseur et explique la forte continuité de la diplomatie brésilienne sur l'essentiel. Cette spécificité peut s'expliquer par le caractère technocratique, bureaucratique et hiérarchisé de la diplomatie brésilienne, qui engendre un esprit de corps basé sur la défense de l'intérêt

⁶⁰ SARAIVA, Miriam Gomes, *Op. cit.*

⁶¹ On remarque en effet que la tendance suiviste l'emporte après la sortie du pouvoir de Vargas (1930-1945) qui marque la fin de l'Estado Novo. Le gouvernement Dutra (1946-1951) va alors aligner la diplomatie brésilienne sur celle des Etats-Unis. Après le suicide de Vargas en 1954, le vice-président Café Filho (1954-1955), puis Juscelino Kubitchek (1955-1960) vont se tourner vers les Etats-Unis afin d'obtenir les ressources nécessaires au développement économique. Après le coup d'Etat militaire de 1964, le gouvernement Castello Branco (1964-1967) va lui aussi mener une politique d'alignements automatiques basée sur les frontières idéologiques de la Guerre Froide. BUENO, Clodoaldo, CERVO, Amado Luiz, *Op. cit.*

⁶² Amado Cervo soutient que les années 1990 ont vu apparaître le paradigme de l'« Etat Normal », c'est-à-dire l'Etat néolibéral et soumis, qui a entraîné cette position de servilité du Brésil. CERVO Amado Luiz, *Op. cit.*

⁶³ FONSECA, Gelson Jr., « *Mundos diversos, Argumentos Afins : Notas sobre Aspectos Doutrinarios da Política Externa Independente e do Pragmatismo Responsavel* », in ALBUQUERQUE, José Augusto Guilhon et al. (dir.), *Sessenta Anos de Política Externa Brasileira (1930-1990)*, vol.1, Rio de Janeiro, Lumen Juris, 2006, pp. 381-432

⁶⁴ ARRAES, Virgilio Caixeta, « *O Brasil e o Conselho de Segurança da Organização das Nações Unidas: dos anos 90 a 2002* », *Revista Brasileira de Política Internacional*, vol.48, n°2, 2005, pp. 152-168

⁶⁵ VIZENTINI, Paulo G. F., *Relações Internacionais do Brasil : de Vargas a Lula*, São Paulo, Perseu Abramo, 2003, 117p.



national, hostile à l'intervention du politique dans son espace réservé et donc opposé aux transformations brusques⁶⁶. Pourtant, le monopole de l'Itamaraty dans la formulation du discours diplomatique a été entamé dans les années 1990 par la technicisation des questions économiques et la concurrence exercée par les Ministères liés aux questions économiques⁶⁷. Avec l'arrivée du gouvernement Lula en 2003, c'est la politisation de la politique étrangère qui touche la corporation diplomatique, de l'intérieur avec la nomination de Samuel Pinheiro Guimarães, connu pour ses positions proches du PT, au poste de secrétaire général de l'Itamaraty, et de l'extérieur par la montée des enjeux internationaux dans le débat public brésilien⁶⁸. Il faut donc savoir relativiser le poids de l'alternance politique de 2003 sur la PEB.

Cet exercice peut être facilité par la prise en compte des **facteurs économiques** (exportations, balance commerciale, taux de change), qui conditionnent les possibilités de telle ou telle stratégie externe compte tenu du lien historiquement fort entre la diplomatie brésilienne et l'objectif du développement national. Ainsi, la structure productive et exportatrice du Brésil a pendant longtemps limité les possibilités d'échanges avec les autres PED, faute de complémentarité, même lorsque le discours universaliste était dominant, par exemple au moment de la PEI⁶⁹. Il faut attendre les années 1970 et la forte croissance industrielle de la période du « *Miracle* » pour voir le Brésil exporter des produits manufacturés en direction de l'Afrique ou de l'Amérique Latine⁷⁰. Symétriquement, les chocs pétroliers de 1973 et 1979 et la dépendance énergétique du Brésil ont poussé le régime militaire brésilien à diversifier ses relations, en signant un accord nucléaire avec l'Allemagne en 1974, en se rapprochant des pays pétroliers d'Afrique et du Moyen-Orient au niveau diplomatique, en condamnant le « *sionisme comme une forme de racisme* » à l'Assemblée Générale de l'ONU en 1975, et économique en favorisant les échanges commerciaux et les investissements brésiliens (pétrole, ingénierie civile) contre du pétrole⁷¹.

Les déséquilibres apportés par la crise de la dette et la crise de l'inflation des années 1980 ainsi que l'incapacité des gouvernements successifs à restaurer la stabilité et la croissance vont miner la crédibilité du modèle développementaliste, qui faisait de l'Etat le moteur du développement national⁷². Ceci va favoriser l'adoption d'un nouveau modèle économique

⁶⁶ ROUQUIE Alain, *Le Brésil au XXIe siècle, naissance d'un nouveau grand*, Paris, Fayard, 2006, 420 p.

⁶⁷ PUNTIGLIANO, Andrés Rivarola, « Going Global, An organizational study of Brazilian Foreign Policy », *Revista Brasileira de Política Internacional*, vol.51, n°1, 2008, pp.28-52

⁶⁸ DE FARIA, Carlos Aurélio Pimenta, « Opinião pública e política externa : insulamento, politização e reforma na produção da política exterior do Brasil », *Revista Brasileira de Política Internacional*, vol.51, n°2, 2008, pp.80-97

⁶⁹ VIZENTINI, Paulo G. F., *Relações Internacionais e desenvolvimento ; o nacionalismo e a política externa independente (1951-1964)*, Petrópolis, Vozes, 1995, 326p.

⁷⁰ La part des produits manufacturés dans les exportations brésiliennes passe ainsi de 2,6% en 1960 à 15,2% en 1970, avant de dépasser les exportations de produits primaires en 1979 (43,6% contre 43%). Dans le même temps, la part des exportations brésiliennes en direction de l'Afrique passe de 0,4% à 5,1%, avec une part de produits manufacturés comprise entre 70 et 90% du total des exportations. Source : MDIC, www.mdic.gov.br (consulté le 30/03/2010)

⁷¹ VIZENTINI, Paulo G. F., *A política externa do regime militar brasileiro*, Porto Alegre, UFRGS, 2004, 409 p.

⁷² SENNES, Ricardo, *As mudanças da política externa brasileira nos anos 80 : uma potencia média recém industrializada*, Porto Alegre, UFRGS, 2003, 143p.



dans les années 1990, fortement inspiré par les orientations du Consensus de Washington et basé sur la libéralisation financière et l'ouverture commerciale⁷³. On peut illustrer les effets de cette réorientation économique par la comparaison entre le Programme d'Intégration et de Coopération Economique signé entre le Brésil et l'Argentine en 1986, qui prévoyait des politiques de coordination industrielle sous l'égide des Etats, et le Traité d'Asunción signé en 1991, qui crée le Mercosur, union douanière imparfaite, caractéristique du « *regionalisme ouvert* » basé sur le libre-échange⁷⁴ et visant à accélérer les réformes économiques des présidents Collor au Brésil et Menem en Argentine⁷⁵.

Après l'échec du plan Cruzado en 1986 et du plan Collor en 1990, c'est le plan Réal, mis en œuvre en juillet 1994 sous la conduite de FHC, alors ministre des finances, qui va enfin permettre de réduire drastiquement l'inflation au Brésil, grâce à une politique d'ancrage cambial sur le dollar. Mais la lutte contre l'inflation va se faire au prix d'une surévaluation du réal qui va pénaliser les exportations du Brésil et détériorer la balance commerciale du pays. Pour financer le déficit courant et attirer les capitaux internationaux, le gouvernement FHC va déréguler le système financier brésilien et pratiquer une politique de taux d'intérêts élevés⁷⁶. Les politiques de libéralisation et d'ouverture commerciale, ainsi que la stabilisation monétaire d'après 1994 vont favoriser la restructuration du secteur productif brésilien qui, après une période d'ajustement critique pour certains secteurs, va voir sa productivité augmenter (réorganisation de la structure des entreprises, révolution managériale, importation d'équipements et de technologies, facilitée par le taux de change apprécié du réal, privatisations et arrivées d'IDE)⁷⁷.

La PEB du gouvernement Cardoso lors de son premier mandat (1995-1999), critiquée pour la priorité accordée aux relations avec les pays de la Triade⁷⁸, peut donc être vue comme liée à la politique macro-économique poursuivie⁷⁹. L'attraction d'investissements et de technologies nécessaires à la modernisation de l'appareil productif brésilien, dans un contexte d'ouverture commerciale mondiale et au sein du Mercosur, nécessite un rapprochement avec les pays développés qui possèdent ces ressources. La conformité aux régimes internationaux peut être

⁷³ CARNEIRO, Ricardo, *Desenvolvimento em crise : A economia brasileira no ultimo quarto do século XX*, São Paulo, UNESP, 2002, 423p.

⁷⁴ ONUKI, Janina, « O Brasil e a construção do Mercosul », in DE OLIVEIRA, Henrique Altemani, LESSA, Antonio Carlos (dir.), *Relações internacionais do Brasil, temas e agendas, vol.1*, São Paulo, Saraiva, 2006, pp.299-320

⁷⁵ BATISTA, Paulo Nogueira, « A politica externa de Collor : modernização ou retrocesso ? », *Politica Externa*, vol.4, n°1, 1993, pp.106-135

⁷⁶ FALCÃO SILVA, Maria Luiza, « Plano Real e Âncora Cambial », *Revista de Economia Política*, vol.22, n°3, 2002, pp.3-24

⁷⁷ DE CASTRO, Antonio Barros, « A Reestruturação Industrial Brasileira nos anos 90. Uma Interpretação », *Revista de Economia Política*, vol.21, n°3, 2001, pp.3-26

⁷⁸ CERVO, Amado Luiz, « Relações Internacionais do Brasil. Um balanço da era Cardoso », *Revista Brasileira de Política Internacional*, vol.45, n°1, 2002, pp.5-35

⁷⁹ Même si la diplomatie n'est pas présente dans le Plan de programmation pluriannuel 1996-1999. LESSA, Antonio Carlos, COUTO, Leandro Freitas, FARIAS, Rogério de Souza, « Política externa planejada: os planos plurianuais e a ação internacional do Brasil, de Cardoso a Lula (1995-2008) », *Revista Brasileira de Política Internacional*, vol.52, n°1, 2009, pp.89-109



vue comme une stratégie pour assurer la crédibilité internationale du Brésil⁸⁰, condition nécessaire pour rassurer les investisseurs et poursuivre le plan Réal, base de la légitimité du président Cardoso. Les relations avec les PED ne répondant pas à ce besoin de capitaux, elles deviennent d'un intérêt immédiat moins grand, d'autant que le taux de change survalorisé du réal réduit fortement la compétitivité des produits manufacturés brésiliens par rapport à ceux des autres NPI, et rend plus difficile une stratégie exportatrice⁸¹. Mais dans un contexte international marqué par l'instabilité des marchés financiers émergents comme nous l'avons vu, les politiques de dérégulation vont favoriser le développement d'une bulle spéculative au Brésil qui va exploser, suite à une crise de change en janvier 1999, et va pousser le gouvernement Cardoso à dévaluer le réal de 30%⁸².

Si cette crise financière, ainsi que les manifestations de l'unilatéralisme américain après le 11 septembre 2001, vont entraîner un changement de perception du président Cardoso vis-à-vis de la mondialisation, qu'il commence à critiquer comme étant asymétrique⁸³, on peut considérer qu'au niveau économique, c'est la forte dévaluation du réal en janvier 1999 par FHC qui va permettre l'expansion commerciale du Brésil dont bénéficiera le gouvernement Lula à partir de 2003. Le boom exportateur du Brésil des années 2000⁸⁴ s'explique ainsi par l'augmentation de la valeur des produits primaires et semi-manufacturés exportés (soja, minerai de fer), dopée par la demande chinoise, et par l'augmentation du volume des produits manufacturés exportés, suite à la dévalorisation de 1999 qui augmente la compétitivité-prix des produits brésiliens, mais aussi grâce aux gains de productivité obtenus dans les années 1990⁸⁵.

Cette même restructuration productive de l'économie a permis aux grands groupes brésiliens (Petrobrás, Gerdau, Marcopolo, Oderbrecht et Vale), plus compétitifs, de pouvoir s'insérer compétitivement sur les marchés mondiaux et de s'internationaliser massivement en Amérique Latine, en Afrique ou en Asie⁸⁶. Dans un contexte économique interne plus clément, le gouvernement Lula a pu profiter d'une conjoncture internationale marquée par l'augmentation du commerce entre les PED pour développer les relations Sud-Sud du

⁸⁰ SOARES DE LIMA, Maria Regina, *Op. cit.*

⁸¹ La part de l'Afrique dans les exportations brésiliennes passe ainsi de 5,3% en moyenne dans les années 1980 à 3% dans les années 1990. Source : MDIC, www.mdic.gov.br (consulté le 30/03/2010)

⁸² FALCÃO SILVA, Maria Luiza, *Op. cit.*

⁸³ Cette inflexion se traduit par un positionnement plus critique dans les organisations internationales et par la relance de l'intégration régionale en 2000 avec la réunion à Brasilia du premier Sommet des Chefs d'Etats de l'Amérique du Sud et la création de l'Initiative pour l'Intégration Régionale Sud-Américaine (IIRSA). DA SILVA, André Luiz Reis, *Do Otimismo Liberal à Globalização Assimétrica : A Política externa do Governo Fernando Henrique Cardoso*, Porto Alegre, UFRGS, Thèse, 2008, 358p.

⁸⁴ Les exportations passent de 55 à 197 milliards de dollars entre 2000 et 2008. Le solde commercial passe de -0,7 à +25 milliards de dollars sur la même période, après avoir atteint +46,5 milliards en 2006. Source : MDIC, www.mdic.gov.br (consulté le 30/03/2010)

⁸⁵ OLIVEIRA, Adalton, VILLARES, Fabio, NETO, José Wagner, « A sustentabilidade do dinamismo do setor externo brasileiro », in DUPAS, Gilberto (dir.), *Espaços para o crescimento sustentado da economia brasileira*, São Paulo, UNESP, 2007, pp.87-114

⁸⁶ GOMES, Victor, ELLERY, Roberto Jr., « Perfil das Exportações, Produtividade e Tamanho das Firms no Brasil », *Revista Brasileira de Economia*, vol.61, n°1, 2007, pp.33-48



Brésil⁸⁷. Dans ce contexte, les politiques de solidarité sont devenues complémentaires d'intérêts commerciaux.

La solidarité au service de l'influence

L'insertion internationale du Brésil depuis les années 1990 s'est faite dans les canons libéraux qui régissent l'activité diplomatique et la réalité économique des autres pays émergents. Les relations Sud-Sud du Brésil s'inscrivent donc dans la typologie que nous avons décrite auparavant, avec une dimension horizontale relative aux autres puissances émergentes, au sein des organisations internationales comme l'Onu et l'OMC ou de mécanismes de coordination multilatéraux comme le Forum IBSA et le BASIC, et verticale relative aux pays africains ou latino-américains. Lorsque l'on étudie les relations Sud-Sud du Brésil, il convient donc de savoir quel type de pays est concerné et, partant, quelles sont les dynamiques qui régissent ces relations afin d'évaluer leurs conséquences.

Entre des processus positifs de coopération et de solidarité et des logiques négatives de concurrence et de prédation, il n'y a pas forcément d'incompatibilité. Il peut même y avoir complémentarité. Aussi, alors que les relations horizontales du Brésil sont caractérisées par une certaine continuité, le gouvernement FHC dans les années 1990 maintenant de bonnes relations avec la Chine, l'Inde et l'Afrique du Sud, particulièrement à l'OMC⁸⁸, on peut considérer que les relations Sud-Sud verticales du Brésil ont connu une nette expansion depuis 2003, combinant à la fois une logique de solidarité et d'influence. Bien que la défense d'intérêts multiples (politiques, économiques, idéologiques) ne soit pas spécifique au Brésil, on peut considérer que la diplomatie Sud-Sud du gouvernement Lula se différencie de celle du gouvernement FHC par la mise en avant d'un discours normatif, qui donne une autre signification à ses relations verticales, permettant de mettre la solidarité au service de l'influence.

Cette **instrumentalisation du discours** est liée selon nous à une dynamique interne, qui pousse le gouvernement Lula à afficher une diplomatie progressiste et active, comme compensation politique au maintien de l'orthodoxie macro-économique⁸⁹. Dans ce cadre, la diplomatie Sud-Sud et le développement de politiques de solidarité avec les PED serviraient à combler les aspirations réformistes d'une partie de l'électorat du Parti des Travailleurs, opposée à la diplomatie du gouvernement Cardoso, dans un contexte de politisation de la PEB⁹⁰. De plus, cette diplomatie solidaire repose sur une stratégie qui associe la légitimité des initiatives internationale de la PEB à la promotion de l'image du Brésil et de son charismatique chef d'Etat, Lula, et qui revendique la défense de valeurs normatives (lutte

⁸⁷ BARBOSA, Alexandre de Freitas, NARCISO, Thais, BIANCALANA, Marina, « Brazil in Africa : Another Emerging Power in the Continent ? », *Politikon*, vol.39, n°1, 2009, pp.59-86

⁸⁸ DE ALMEIDA, Paulo Roberto, « Lula's Foreign Policy: Regional and Global Strategies », in LOVE, Joseph, BAER, Waerner (dir.), *Brazil under Lula: Economy, Politics, and Society under the Worker-President*, New York, Palgrave-Macmillan, 2009, pp. 167-183

⁸⁹ SOARES DE LIMA, Maria Regina, *Op. cit.*

⁹⁰ DE FARIA, Carlos Aurélio Pimenta, *Op. cit.*



contre la pauvreté, écologie, multilatéralisme). La solidarité affichée de la diplomatie brésilienne servirait ainsi à augmenter le poids du pays dans les négociations internationales, en le présentant comme modèle et comme force morale, ce qui permettrait de poursuivre sur le plan international un agenda social mis en œuvre au niveau national, avec le plan *Fome Zero* et la *Bolsa Familia*, cités comme modèle par les institutions internationales comme la Banque Mondiale⁹¹.

Depuis 2003, les politiques de **solidarité** du Brésil dans les PED ont pris la forme d'annulations de dettes bilatérales (Angola, Mozambique) et de concessions de prêts par la BNDES⁹², mais surtout de programmes d'assistance technique qui se sont fortement développés⁹³. Au Brésil, la coopération technique avec les PED remonte aux années 1960, avec la création en 1969 d'un secrétariat chargé de coordonner les actions de coopération internationale. Il faudra pourtant attendre le Conférence des Nations Unies sur la coopération technique entre pays en développement et l'approbation du plan d'action de Buenos Aires en 1978 pour que le gouvernement brésilien développe une véritable politique de coopération technique internationale. Le nombre de projets commandités par l'Itamaraty passant alors de 28 dans les années 1970 à 600 dans les années 1980⁹⁴. Aujourd'hui, si de nombreux ministères (santé, éducation, agriculture), agences gouvernementales (Embrapa pour l'agriculture, Cnpq pour la recherche) et organismes privés (SENAI pour la formation professionnelle) sont impliqués, c'est l'Agence Brésilienne de Coopération (ABC), créée en 1987 au sein du MRE avec l'aide du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), qui gère la coopération internationale du Brésil en lien avec sa diplomatie.

Le nombre de projets de coopération financés par l'ABC s'est fortement accru avec l'arrivée du gouvernement Lula, puisqu'il est passé de 23 à 176 entre 2003 et 2006⁹⁵. Le budget des opérations gérées par l'ABC s'élève en 2007 à 22 millions de dollars et les principales actions financées sont la formation professionnelle (22,4%), la santé (18,8%), l'agriculture (14,9%), et l'éducation (10%)⁹⁶. La question de la santé est un élément essentiel de la diplomatie solidaire du Brésil, quand on pense au contentieux sur les brevets pharmaceutiques à l'OMC

⁹¹ VENTURA, Enrique, *Brésil, la diplomatie de l'influence : dynamiques, réalisations et méthodes de la diplomatie brésilienne depuis 2003*, Grenoble, IEP Grenoble, Mémoire de 1^{er} cycle, 2008, 217 p.

⁹² RIBEIRO, Claudio Oliveira, « A politica africana do Governo Lula (2003-2006) », *Tempo Sociológico*, vol.21, n°2, 2009, pp.185-209

⁹³ Il est intéressant de noter que le terme « assistance technique », choisi en 1948 par l'Assemblée Générale de l'Onu, a été substitué en 1959 par le terme « coopération technique », pour signifier l'existence de bénéfices et d'intérêts mutuels, malgré l'existence d'un écart technologique justifiant ces relations de solidarité.

⁹⁴ VAZ, Alcides Costa, INOUE, Cristina Yumie Aoki, « Les économies émergentes et l'aide au développement international : Le cas du Brésil », *IDRC*, 2007, 23p., Disponible sur : http://www.idrc.ca/uploads/user-S/12447282761cas_du_bresil.pdf (consulté le 31/03/2010)

⁹⁵ Le montant total de la coopération brésilienne s'élève à 85 millions de dollars en 2007 si l'on regarde le budget de l'ensemble des ministères, mais de nombreux programmes de coopération font intervenir des financements d'organisations internationales ou des financements de pays développés sur un mode triangulaire. ABDENUR, Adriana, « The Strategic Triad: Form and Content in Brazil's Triangular Cooperation Practices », *International Affairs Working Paper*, 2007, Disponible sur www.gpia.info/files/u1/wp/2007-06.pdf (consulté le 31/03/2010)

⁹⁶ ABC, *South-South Cooperation Activities Carried Out By Brazil*, Brasilia, FUNAG, 2007, 106 p.



en 2001 et à la question de l'accès au trithérapie contre le SIDA en Afrique⁹⁷, mais d'autres domaines sont concernés par la coopération technique, même si leur importance financière est moindre, comme le sport par exemple, financé à hauteur de 464 000 dollars en 2007 (2% du budget de l'ABC), avec l'envoi d'entraîneurs de football en Jamaïque et en Haïti⁹⁸.

Les budgets alloués à l'assistance technique sont répartis entre l'Afrique (52%), l'Amérique du Sud (18%), les Caraïbes (16%) et l'Asie (10%)⁹⁹. Les zones prioritaires de la coopération sont définies par le gouvernement et reflètent donc les orientations générales de sa diplomatie. L'Amérique Latine est l'objet de nombreux programmes de coopération, qui sont en lien avec l'intégration régionale¹⁰⁰, ou l'intervention brésilienne en Haïti depuis 2004¹⁰¹. Les pays lusophones d'Afrique (Angola, Mozambique, Cap-Vert, São Tomé et Príncipe, Guinée-Bissau) recueillent quant à eux 78% du total des fonds alloués à l'Afrique¹⁰², ce qui illustre l'importance de ces pays pour la politique africaine du Brésil et donne un exemple de la relance de Communauté des Pays de Langue Portugaise depuis 2003¹⁰³.

La définition par le gouvernement d'objectifs prioritaires montre qu'il ne s'agit pas d'une politique désintéressée, ce qui n'est pas une critique, mais une observation qui nous permet de mieux comprendre en quoi ces politiques sont instrumentalisées comme **outils d'influence** dans les relations Sud-Sud verticales du Brésil. Si l'on prend le cas de la politique africaine du Brésil, l'ouverture de 17 ambassades depuis 2003, portant le total à 33 actuellement, les neuf tournées diplomatiques du président Lula entre 2003 et 2010, la réalisation de deux sommets Amérique du Sud - Afrique en 2006 à Abuja (Nigéria) et en 2009 sur l'île de Margarita (Venezuela), ainsi que la signature de nombreux accords de coopération avec les pays du continent africain ont abouti à un rapprochement net entre le Brésil et l'Afrique¹⁰⁴. Cette évolution ne se traduit pas que par la promotion d'un discours solidaire, basée sur des affinités culturelles et historiques, mais elle correspond à des logiques économiques communes aux puissances émergentes, comme la recherche de matières premières stratégiques et de débouchés pour leur production industrielle. L'augmentation du commerce bilatéral, qui passe de 4 à 25 milliards de dollars entre 1999 et 2009, et la progression des IDE brésiliens en

⁹⁷ SARAIVA, José Flavio Sombra, « Política exterior do Governo Lula : o desafio africano », *Revista Brasileira de Política Internacional*, vol.45, n°2, 2002, pp.5-25

⁹⁸ DE VASCONCELLOS Douglas Wanderley, *Esporte, poder e relações internacionais*, Brasília, Fundação Alexandre de Gusmão, 2008, 332p.

⁹⁹ ABC, *Op. cit.*

¹⁰⁰ Certains ont été lancés pendant le gouvernement FHC, comme ce *Mémorandum* signé avec la Bolivie en 2001 suite au lancement de l'IIRSA. DA SILVA, André Luiz Reis, *Op. cit.*

¹⁰¹ 77% des fonds affecté à la région Caraïbes sont destinés à Haïti en 2007.

¹⁰² ABC, *Op. cit.*

¹⁰³ La Communauté des Pays de Langue Portugaise a été créée en 1996, mais son origine remonte à l'accord orthographique de décembre 1990 signé avec le Portugal et les pays africains lusophones, puis à l'impulsion du président Itamar Franco au début des années 90. Shiguenoli Miyamoto note l'abandon progressif de tout intérêt, voire même de toute référence à la CPLP dans le discours de la diplomatie du président Cardoso, puis la relance de cet outil privilégié d'une géopolitique de la lusophonie avec l'arrivée du gouvernement Lula en 2003. MIYAMOTO Shiguenoli, « O Brasil e a Comunidade de Pais de Lingua Portuguesa (CPLP) », in *Revista Brasileira de Política Internacional*, vol.52, n°2, 2009, pp. 22-42

¹⁰⁴ BARBOSA, Alexandre de Freitas, NARCISO, Thais, BIANCALANA, Marina, *Op. cit.*



Afrique qui atteignent 10 milliards en 2009, même s'ils font du Brésil un acteur secondaire par rapport à la Chine et l'Inde, illustrent cette présence économique croissante¹⁰⁵.

Abordons par exemple la promotion des biocarburants en Afrique. Les biocarburants suscitent un intérêt grandissant en Afrique, car ils sont vus comme une solution pour réduire la dépendance énergétique des pays non producteurs de pétrole, mais également comme un moyen de développement économique pour l'agriculture familiale¹⁰⁶. L'installation d'une antenne de l'Embrapa, l'agence agronomique brésilienne, à Accra au Ghana en 2007, afin de partager les savoir-faire brésiliens en matière de développement agricole et de biocarburants, est une donc une politique vertueuse d'assistance technique¹⁰⁷. Mais l'Embrapa est associée dans la promotion des biocarburants à la Petrobras et Oderbrecht, entreprises brésiliennes qui sont implantées en Afrique dans l'exploitation de pétrole off-shore et la construction d'infrastructures, qui sont des acteurs important du secteur des biocarburants¹⁰⁸. La promotion des biocarburants en Afrique, qui se base sur un discours de solidarité voire même de philanthropie, est donc au service d'intérêts économiques évidents pour le Brésil, premier exportateur mondial de biocarburants qui dispose d'un avantage absolu en termes de production d'éthanol et de savoir-faire technologique¹⁰⁹. Elle permet également au Brésil d'apparaître comme un modèle de développement durable, ce qui accroît son poids dans la gouvernance environnementale mondiale. On pourrait observer dans de nombreux autres domaines des relations Sud-Sud verticales du Brésil un lien entre la conduite de politiques de solidarité et la défense d'intérêts économiques et politiques, visant à accroître l'influence du Brésil dans les organisations internationales. Le Brésil, s'il développe avec les PED des relations asymétriques, comme le font les autres puissances émergentes, le fait pourtant en cherchant à légitimer ces relations par l'affirmation de valeurs positives, qu'il applique dans le cadre de politiques de solidarité.

¹⁰⁵ RIBEIRO Claudio Oliveira, « La politique africaine du Brésil et le gouvernement Lula », *Politique Africaine*, n°113, 2009, pp.71-91

¹⁰⁶ AMIGUN, Bamikole, SIGAMONEY, Rovani, VON BLOTTNITZ, Harro, « Commercialisation of biofuels industry in Africa, A review », *Renewable and sustainable energy reviews*, n°12, 2008, pp. 690-711

¹⁰⁷ LAFARGUE, François, « Le Brésil, une puissance africaine ? », *Afrique Contemporaine*, n°228, 2008, pp.137-150

¹⁰⁸ MASIERO, Gilmar, LOPES, Heloisa, « Etanol e biodiesel como recursos energeticos alternativos : perspectivas da America Latina e da Asia », *Revista Brasileira de Politica Internacional*, vol.51, n°2, 2008, pp.60-79

¹⁰⁹ HIRA, Anil, DE OLIVEIRA, Luiz Guilherme, « No substitute for oil ? How Brazil developed its ethanol industry », *Energy Policy*, n°37, 2009, pp.2450-2456



Conclusion

Nous avons essayé de montrer que toutes les relations entre PED ne relevaient pas des mêmes dynamiques, et ne devaient donc pas être analysées de la même manière. On peut dire que la mondialisation et la montée en puissance des pays émergents ont pour conséquence la polarisation croissante du monde en développement entre *insiders* et *outsiders*, ce qui affecte la prégnance du discours unitaire qui est à la base même des relations Sud-Sud. Aussi, l'étude des relations horizontales et verticales entre PED montre que si l'interdépendance entre pays du Sud progresse, ceci est en grande partie lié au développement économique et à l'affirmation politique des puissances émergentes. La mondialisation avait ouvert une brèche en unifiant le monde autour du libéralisme économique, mais l'émergence de la Chine et de l'Inde, et dans une certaine mesure du Brésil, bouscule l'équilibre mondial sans en changer les règles.

Ainsi, si les puissances émergentes comme le Brésil mettent en avant la coopération Sud-Sud, elles mènent de concert des stratégies de conquête économique et des politiques de solidarité sous le même intitulé. L'apparition des pays émergents répond à une transformation structurelle qui fait apparaître un nouvel ordre multipolaire. Les pays latino-américains peuvent profiter de l'augmentation des échanges au sein du monde en développement, mais ils pourraient également se retrouver sous le joug de nouveaux impérialismes qui ne disent pas leurs noms. De même, pour faire le bilan de la diplomatie Sud-Sud et plus largement des relations internationales du Brésil, il convient de prendre en compte ce dualisme inhérent aux puissances émergentes.



BIBLIOGRAPHIE COMPLEMENTAIRE

Ouvrages

- ABC, *South-South Cooperation Activities Carried Out By Brazil*, Brasilia, FUNAG, 2007, 106 p.
- BUENO, Clodoaldo, CERVO, Amado Luiz, *Historia da politica exterior do Brasil*, Brasilia, UnB, 2008, 560p.
- JAFFRELOT, Christophe (dir.), *L'enjeu Mondial : les pays émergents*, Paris, Presses de Sciences Po, 2008, 382p.
- VIZENTINI, Paulo G. F., *Relações Internacionais do Brasil : de Vargas a Lula*, São Paulo, Perseu Abramo, 2003, 117p.

Articles scientifiques

- BARBOSA, Alexandre de Freitas, NARCISO, Thais, BIANCALANA, Marina, « Brazil in Africa : Another Emerging Power in the Continent ? », *Politikon*, vol.39, n°1, 2009, pp.59-86
- DE OLIVEIRA, Marcelo Fernandes, « Alianças e coalizões internacionais do governo Lula: o Ibas e o G-20 », *Revista Brasileira de Política Internacional*, vol.48, n°2, 2005, pp. 55-69
- GOMES SARAIVA, Miriam, « As estratégias de cooperação Sul-Sul nos marcos da politica externa brasileira de 1993 a 2007 », *Revista Brasileira de Política Internacional*, vol.50, n°2, 2007, pp.42-59
- HISRT, Mônica, SOARES DE LIMA, Maria Regina, « Brazil as an intermediate state and regional power: action, choice and responsibilities », *International Affairs*, vol.82, n°1, 2006, pp.21-40
- HURRELL, Andrew, « Hegemony, Liberalism and Global Order: What Space for Would-be Great Powers », *International Affairs*, vol.82, 2006, pp. 1-19
- LAFARGUE, François, « Le Brésil, une puissance africaine ? », *Afrique Contemporaine*, n°228, 2008, pp.137-150
- NARLIKAR, Amrita, TUSSIE, Diana, « The G20 at the Cancun Ministerial: Developing Countries and their Evolving Coalitions in the WTO », *World Economy*, vol.27, n°7, 2004, pp.947-966
- PECEQUILLO, Cristina Soreanu, « A Política Externa do Brasil no Século XXI: Os Eixos Combinados de Cooperação Horizontal e Vertical », *Revista Brasileira de Política Internacional*, vol.51, n°2, 2008, pp.136-153



- RIBEIRO, Claudio Oliveira, « A política africana do Governo Lula (2003-2006) », *Tempo Sociológico*, vol.21, n°2, 2009, pp.185-209
- SOARES DE LIMA, Maria Regina, « A política externa brasileira e os desafios da cooperação Sul-Sul », *Revista Brasileira de Política Internacional*, vol.48, n°1, 2005, pp. 24-59
- TAYLOR, Ian, « The South Will Rise Again: New Alliances and Global Governance : The India-Brazil-South Africa Dialogue Forum », *Politikon*, vol.36, n°1, 2009, pp.45-58

Présentation

- VAZ, Alcides Costa, INOUE, Cristina Yumie Aoki, « Les économies émergentes et l'aide au développement international : Le cas du Brésil », *IDRC*, 2007, 23p., Disponible sur : http://www.idrc.ca/uploads/user-S/12447282761cas_du_bresil.pdf (consulté le 31/03/2010)